

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET
DES AFFAIRES SOCIALES

13
43P

Rapport

26/6/1996

18/09/96
Copie: *Cousin, a pa*
Dr. Jeanette
MINISTÈRE DU TRAVAIL
ET DES AFFAIRES
SOCIALES
B.P. 1413 KIGALI

Research
18 for your
1996
Analysis
26/1/96
Kigali, le
N° 6.3/7.00./96

Se
re
document
copie

A traiter par	<i>Conseiller Administratif</i>
Date projet	22/4/96
N° Classement	120621

Monsieur le Ministre du Plan
KIGALI.

Objet: Financement du
Projet de Recensement
National des Groupes
Vulnérables au Rwanda.

Monsieur le Ministre,

Conformément aux recommandations des consultations thématiques sur le suivi de la Table Ronde sur le Rwanda, qui a eu lieu à KIGALI au mois de Septembre 1995, et suite aux recommandations de la Présidence de la République et la Primature, le MINITRASO a été désigné par le groupe des Ministères rwandais à vocation sociale, pour élaborer la politique et le plan d'action en faveur des groupes vulnérables au Rwanda.

Dans cette optique, ledit Ministère compte organiser, dans les meilleurs délais, un recensement national des groupes vulnérables, étape indispensable pour une bonne planification de toute action en leur faveur. Ainsi donc, référence faite au Protocole d'entente entre le Gouvernement de la République Rwandaise et le Gouvernement du CANADA, concernant le Projet de fonds d'assistance technique en faveur des Ministères rwandais à vocation sociale, en son paragraphe 4.01, je proposerais qu'une partie de financement de ce recensement vienne de ce fonds.

Par ailleurs, il ne serait pas superflu de vous demander de bien vouloir contacter les agences des Nations Unies qui interviennent dans ce domaine dont notamment l'UNICEF et le H.C.R, sans oublier les organismes internationaux tel que l'USAID et quelques ONGs qui s'occupent des groupes vulnérables; afin qu'ils contribuent également à ce projet.

Pour toutes fins utiles, Vous trouverez en annexe de la présente, les documents suivants relatifs au recensement susmentionné:

- I. Le document du Projet;
- II. Les termes de référence pour le recrutement d'un Consultant;
- III. Le projet de questionnaire;

- IV. Le rapport de synthèse d'une tournée de collecte des données préliminaires et de sensibilisation auprès des autorités préfectorales;
- V. le projet de budget.

Espérant que vous réserverez à la présente toute l'attention et l'urgence qu'elle mérite, je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Ministre du Travail et des
Affaires Sociales



C.P.I à

- Son Excellence Monsieur le Président
de la République Rwandaise
KIGALI
- Son Excellence Monsieur le Vice-Président
de la République et Ministre de la Défense
KIGALI
- Monsieur le Premier Ministre
KIGALI
- Madame, Monsieur le Ministre (M.I.F.U.M.A.) ✓

DOCUMENT DE PROJET

NUMERO ET TITRE : *Identification des Groupes
Vulnérables du Rwanda*

SECTEUR : *Affaires Sociales*

LOCALISATION : *Tout le pays*

AGENCE D'EXECUTION:.....

**AGENCE GOUVERNEMENTALE
D'EXECUTION** : *Ministère du Travail et
des Affaires Sociales*

DATE DE LANCEMENT :

IDENTIFICATION DES GROUPES VULNERABLES AU RWANDA

I. CONTEXTE GENERAL

1. Cadre institutionnel

Le Rwanda, comme les autres pays moins avancés (P.M.A.), a toujours eu un grand nombre de personnes vulnérables de part leur revenu situé bien en dessous du seuil de pauvreté estimé par la communauté internationale.

Le génocide, les massacres et la guerre qui ont douloureusement frappé le pays ont aggravé la situation en occasionnant une prolifération des groupes de personnes vulnérables parmi lesquelles les enfants non accompagnés, les veuves, les handicapés, les traumatisés etc...

Plusieurs Ministères ont en charge ces groupes vulnérables notamment, le MINITRASO, le MINIREISO, le MIJEUMA, le MIFAPROFE, MINEPRISEC le MINISANTE. Mais pour des raisons d'efficacité dans la politique d'encadrement de ces personnes, le MINITRASO a été désigné par les autres Ministères à vocation sociale en vue d'élaborer une stratégie sectorielle et un "plan d'action" en faveur des groupes vulnérables du Pays.

2. Situation actuelle des groupes vulnérables

Plus d'une année après les terribles événements qui ont endeuillé le Pays, la société rwandaise est profondément marquée par cette catastrophe.

Un nombre impressionnant de personnes vivant dans une extrême indigence sur toute l'étendue du territoire, sans soutien et sans espoir interpellent aussi bien le Gouvernement rwandais que la Communauté Internationale afin de leur venir en aide et de les sortir rapidement et durablement de cet état de vulnérabilité.

Face à cette situation, le Gouvernement rwandais confronté à de multiples urgences, se propose d'affronter ce problème dans toutes ses dimensions en sachant qui sont les "groupes cibles" et où ils sont localisés et quels sont leurs besoins.

En effet, à l'heure actuelle, hormis les handicapés physiques, qui ont été identifiés par l'O.N.G. ANS/HANDICAP INTERNATIONAL dès Octobre-Novembre 1994, et dont le chiffre s'élève à environ 30 800 personnes, aucune autre étude statistique n'a été réalisée pour déterminer le nombre, localisation et les besoins des différentes catégories de personnes vulnérables du Pays. Néanmoins, quelques autres études ont été menées sur des échantillons peu représentatifs des groupes concernés. Il s'agit notamment de l'enquête sur 322 ménages ruraux et urbains initiée par le MINIFAPROFE et portant sur la situation de la Femme dans l'environnement socio-économique du Rwanda.

L'enquête sur 1.019 ménages ruraux de 10 préfectures réalisée par le MINAGRI, la FAO et le PAM et portant sur les critères micro-économiques habituels.

L'enquête sur 3 000 enfants réalisée par l'UNICEF et portant sur le traumatisme engendré par les événements sanglants qu'a connus le Pays.

A l'absence des statistiques fiables sur les groupes vulnérables, le Gouvernement ne parvient pas à coordonner les actions menées par plus de 150 O.N.G., les agences des Nations Unies et associations caritatives qui opèrent sur tout le territoire Rwandais en faveur de ces groupes.

3. Problématique et stratégie du Gouvernement

La situation des groupes vulnérables du Rwanda préoccupe le Gouvernement à telle enseigne que le thème "Appui aux Groupes vulnérables" revient constamment dans tous les forums organisés pour la recherche des fonds de reconstruction du Pays. C'est dans ce cadre que lors de la dernière consultation thématique de Novembre 1995 sur le Rapatriement, la Réhabilitation et la Réinsertion Sociale des Réfugiés, un atelier spécifique a été réservé aux groupes vulnérables. A cette occasion plusieurs donateurs notamment le Canada, la France, les E.U.A., ont promis leur appui à cette catégorie de la population rwandaise.

Pour que l'on puisse obtenir les financements promis, le Gouvernement, par le biais du MINITRASO cherche à connaître le nombre exact des groupes cibles ainsi que leur localisation. Les critères de vulnérabilité définis généralement par certains organismes internationaux; tel que la Banque Mondiale et la F.A.O. qui prennent comme indice le "seuil" de pauvreté ne s'accordent pas toujours avec la situation particulière du Rwanda. C'est dans ce contexte que les Ministères sociaux qui gèrent les groupes vulnérables appuyés par l'UNICEF, le PAM et le MINIPLAN, ont trouvé un compromis pour la définition des groupes vulnérables du Pays.

Ces groupes comprennent :

1° Les enfants en circonstances particulièrement difficiles :

- Enfants non-accompagnés
- Enfants orphelins vivant dans les centres
- Enfants orphelins vivant dans les familles d'accueil
- Enfants de la rue (MAYIBOBO)
- Enfants en détention
- Enfants soldats démobilisés.
 - Enfants vivant en groupe sous la responsabilité d'un mineur

2° Personnes traumatisées

3° Femmes et filles victimes du viol

4° Familles démunies

- Veufs et veuves en général
- Familles d'accueil en général

5° Personnes handicapées

6° Personnes âgées esseulées

7° Femmes enceintes ou allaitantes en détention

8° Rescapés en situation particulièrement difficile

9° Familles malades du SIDA.

L'Opération de recensement de ces différentes catégories est une tâche délicate et complexe compte tenu du nombre de paramètres souvent subjectifs qui les caractérise et dont on doit tenir compte si l'on veut atteindre une identification exhaustive

Compte tenu de l'urgence et pour des raisons d'efficacité, le MINITRASO se propose d'effectuer ce recensement en deux étapes.

La première phase qui est l'objet de ce projet prendra en compte:

- Les enfants orphelins dans les familles d'accueil
- Les enfants orphelins vivant dans les centres
- Les enfants soldats démobilisés
- Les enfants et les femmes enceintes ou allaitantes en détention
- les enfants de la rue
- les enfants vivant en groupe sous la responsabilité d'un mineur
- Les veufs et veuves en général
- Les vieillards esseulés
- Les personnes handicapées (pour les communes non enquêtées par ANS/HI).

Ces différents groupes ont le mérite d'être facilement identifiables.

La seconde phase traitera des catégories restantes notamment :

- Les femmes et filles victimes du viol (Vu son caractère spécial et confidentiel il serait beaucoup plus judicieux de laisser le MINIFAPROFE continuer la démarche, qu'il a déjà entreprise dans ce sens en mettant à sa disposition les moyens nécessaires
- Les rescapés en général et les biens des génocidaires qui serviraient à l'indemnisation ou à alimenter le F.N.S.S.G. (Fonds National de Soutien aux Survivants du Génocide).
- Les malades du Sida.

Les Ministères sociaux qui ont en charge ces différents groupes devront affiner une méthodologie de leur identification compte tenu de la difficulté que représente leur accessibilité.

II. JUSTIFICATION DU PROJET

1. Problèmes à résoudre

Le manque de données statistiques sur le nombre, les besoins, et la localisation des catégories de groupes vulnérables du Pays ne permet d'envisager aucune "action d'envergure" visant l'amélioration rapide de leurs conditions de vie et moins encore de planifier des activités pouvant faciliter leur insertion sociale, économique et psychologique.

La connaissance et l'analyse, de la situation complète du nombre, de l'emplacement et des besoins des groupes vulnérables permettra au Gouvernement Rwandais et autres donateurs de cibler leurs interventions afin d'assurer aux bénéficiaires un passage normal de l'assistance humanitaire au développement socio-économique qui doit être même l'objectif principal de tout appui.

2. Objectifs de l'enquête

L'enquête Nationale sur les groupes vulnérables aura pour objectifs.

1. Identification des groupes vulnérables en localisant géographiquement leurs composantes, en les classifiant par groupe d'âge, le niveau d'instruction et en recueillant les données décrivant leur situation socio-économique.
2. Identification et évaluation quantitative et qualitative des besoins à satisfaire pour ces différents groupes.
3. Elaborer une politique sociale et arrêter des stratégies adéquates pour réaliser différentes actions d'assistance, de promotion et de développement en faveur des groupes vulnérables à partir des résultats fournis par l'enquête.
4. Disponibiliser des données statistiques à mettre à la disposition du gouvernement et des différents partenaires pour orienter leurs interventions dans ce domaine.

Ainsi donc , les résultats de l'enquête fourniront les éléments nécessaires à l'élaboration d'une stratégie globale de promotion des activités socio-économiques en faveur des groupes vulnérables en vue d'atteindre à court et à moyen terme leur auto-suffisance en divers domaines et réduire ainsi progressivement leur dépendance à l'assistance humanitaire actuellement inévitable.

3. Groupes cibles

Cette enquête couvrira toute l'étendue du territoire national pour collecter les données sur :

- a) Les orphelins vivants dans les centres
- b) Les orphelins vivant dans les familles d'accueil
- c) Les enfants non accompagnés vivant en groupe sous la responsabilité d'un mineur
- d) Les enfants de la rue
- e) Les enfants et les femmes enceintes ou allaitantes en détentions
- f) Les vieillards esseulés
- g) Les personnes handicapées (dans les communes non enquêtées par Action Nord-Sud/HANDICAP INTERNATIONAL)
- i) Les veufs et les veuves en général
- j) Les familles démunies

L'enquête sur l'autre partie des groupes vulnérables sera réalisée dans une autre phase tel que décrit précédemment à la page 5 de ce document.

4. Données à recueillir

Pour arriver à des résultats exhaustifs identifiant et décrivant la situation socio-économique de ces groupes vulnérables susmentionnés.

L'enquête devra recueillir les données ci-après :

A. Les enfants non accompagnés (ENA)

Ces enfants seront recensés en recueillant les données sur :

- Le nom et prénom
- Lieu et date de naissance
- Lieu de résidence (adresse complète)
- Le sexe
- Le degré de scolarisation et la filière suivie
- La cause de décès ou de disparition de l'un des parents ou des deux

- L'inventaire des biens laissés par les parents
- Le logement et la propriété occupés
- Les autres sources de revenu
- Les besoins spécifiques de l'enfant
- La tutelle de l'enfant (s'il vit dans un CENA, une famille d'accueil, ou s'il vit en groupe avec d'autres enfants sous la responsabilité d'un mineur.

Un questionnaire séparé sera également adressé au CENA, à la famille d'accueil ou à l'enfant mineur chef de ménage pour identification et évaluation de leur situation socio-économique ainsi que l'identification de leurs besoins spécifiques.

b. Les veufs et les veuves

Pour connaître les composantes de ce groupe et leurs besoins le questionnaire d'enquête devra fournir des renseignements sur les points suivants :

- Nom et Prénom
- Lieu et date de naissance
- Lieu de résidence (adresse complète)
- Le sexe
- Le niveau d'instruction
- La profession, le salaire, les avoirs et autres sources de revenu

- Cause de veuvage
- Nombre de personnes à charge suivant leur âge, sexe, niveau d'instruction, état de santé et besoin spécifiques de chacun

- L'habitat et la propriété
- Les besoins spécifiques (Nutrition, Santé, Frais de scolarisation pour enfants, logement, assistance juridique)

c. Les enfants de la rue

Ces enfants seront recensés en tenant compte des éléments repris ci-après :

- Nom et prénom
- Lieu et date de naissance
- Localité ou quartier où l'enfant est recensé
- Degré de scolarisation et filière
- Causes de la délinquance (décès des parents, indigence de la famille, mauvais traitement des parents, enfant rebelle prédisposé à la délinquance.....)
- Si l'enfant est disposé à réintégrer sa famille d'origine, à entrer dans une famille d'accueil, dans un CENA, ou si rien de tout cela ne l'intéresse.
- Demander à l'enfant s'il est disposé à reprendre l'instruction dans une institution d'éducation, de formation professionnelle, ou dans un centre d'apprentissage ou un CFJ
- Les besoins spécifiques immédiats

d. Enfants soldats démobilisés

Il faudra connaître leur :

- Identification
- Situation familiale
- Niveau d'instruction et filière
- Situation socio-économique
- Etudes souhaitées
- Besoins spécifiques

c. Enfants et femmes enceintes ou allaitantes en détention

Ces enfants et ces femmes seront recensés suivant :

- Le nom et prénom
- Le lieu et date de naissance
- La résidence habituelle avant l'incarcération
- Les raisons d'incarcération et durée de la peine pour ceux qui sont déjà jugés
- Pour les enfants, préciser le niveau d'instruction et la filière suivie
- Pour les enfants en bas âge demander à la mère s'il n'y a pas une parenté, une famille d'accueil ou un CENA disposé à l'accepter
- Pour les femmes préciser si elle est enceinte (durée de la grossesse) ou si elle est allaitante (âge du nourrisson)
- Besoins spécifiques

f. Les personnes âgées

En plus de leur identification, des précisions sur leur situation familiale et leur situation socio-économique sont nécessaires. Il faudra également préciser si cette personne est prise en charge par un membre de famille, une tierce personne, un centre d'accueil pour vieillards ou si elle vit de mendicité. Leurs besoins spécifiques seront également relevés.

Méthodologie et modalités de réalisation

Cette enquête sera réalisée en cinq phases distinctes décrites ci-après :

1. Préparation

La préparation de l'enquête consiste en ce qui suit :

- Mise en place des structures organisationnelles
- Elaboration du document de projet
- Elaboration du questionnaire d'enquête
- Elaboration du budget d'enquête
- Acquisition de tous les moyens logistiques et matériel
- Elaboration du document méthodologique et guide de remplissage du questionnaire
- Elaboration du guide de formation des enquêteurs et des formateurs
- Disponibiliser la liste des entités administratives (préfectures, communes, secteurs, cellules)

2. Sensibilisation

Elle consistera à :

- Soumettre les documents élaborés aux ministères sociaux et autres intervenants pour discussions et adoption des documents définitifs.
- * Organiser des réunions de sensibilisation avec les responsables préfectoraux et communaux ainsi que les travailleurs sociaux sur l'importance de l'identification de ces groupes vulnérables et par la même occasion requérir leur collaboration qui est absolument indispensable.
- Lancer une campagne publicitaire par voie des médias pour informer le public.

3. Recrutement et formation

Cette phase couvrira les activités suivantes

- Recruter les enquêteurs et les superviseurs à raison d'un enquêteur pour deux secteurs et un superviseur par préfecture. C'est dans ce groupe qu'on recrutera également des contrôleurs au bureau pour vérifier la conformité de remplissage des questionnaires.
- Former ce personnel recruté pendant quatre jours pour chaque équipe sur :
 - * La méthodologie d'enquête
 - * La terminologie
 - * La déontologie
 - * Le remplissage du questionnaire
- Procéder au recrutement d'un consultant international spécialiste en matière d'enquêtes sociales.

4. Pré-enquête et enquête proprement dite

Cette pré-enquête sera réalisée avec l'aide des agents du MINITRASO et elle permettra d'évaluer le nombre de sujets à recenser et de tester le questionnaire. Ainsi on pourra :

- Evaluer le nombre de fiches questionnaires à imprimer,
- Evaluer les moyens logistiques et matériels à disponibiliser
- Evaluer le nombre d'enquêteurs à recruter et la durée de l'enquête
- Réajuster le questionnaire
- Finaliser le document de budget
- Lancer l'opération de la collecte des données.

5. Exploitation et analyse des données et publication des résultats

Cette dernière phase consistera en ce qui suit :

- Vérification du questionnaire

- Codification
 - Dépouillement et saisie des données
 - Analyse et interprétation des données
 - Rédaction du document de synthèse
- Impression et publication des résultats.

IV. CALENDRIER DE L'ENQUETE

Pour fixer le calendrier de réalisation de l'enquête, il est encore tôt étant donné que beaucoup d'éléments préliminaires manquent encore. Toutefois, il est envisagé que cette enquête sera faite au courant du deuxième trimestre de l'année en cours et les résultats provisoires pourraient être disponibles à la fin du troisième trimestre.

**TERMES DE REFERENCE POUR RECRUTER UN CONSULTANT
POUR LE PROJET ENQUETE NATIONAL SUR LES GROUPES
VULNERABLES**

TITRE DU PROJET : Identification des
groupes vulnérables

DOMAINE : Affaires Sociales

LOCALISATION : Tout le pays

AGENCE GOUVERNEMENTALE D'EXECUTION : MINITRASO

ENQUETE NATIONALE SUR LES GROUPES VULNERABLES

I. INTRODUCTION

La réalisation d'une enquête nationale sur les groupes vulnérables s'intègre dans le cadre de la politique du Gouvernement en général et du MINITRASO avec d'autres ministères à vocation sociale en particulier, dans le but d'identifier toutes les personnes faisant partie de cette population en situation précaire et d'évaluer et connaître la nature et la quantité de leurs besoins.

L'identification de ces groupes et l'analyse complète de leur situation permettront au gouvernement avec l'appui des différents bailleurs de fonds et d'autres partenaires de planifier de façon précise et systématique des programmes d'intervention en leur faveur.

L'urgence et la priorité de cette enquête se justifie surtout, suite à la tragédie qu'a connu le Rwanda en 1994, laquelle tragédie a été caractérisée par le génocide, les massacres, les pillages et la destruction des biens; ce qui a entraîné le pays dans une situation critique caractérisée par :

- * Le déchirement du tissu social et économique
- * Plus d'un million de morts
- * Plusieurs milliers de réfugiés et de déplacés,
- * Beaucoup de veufs et de veuves
- * Plusieurs milliers d'enfants non accompagnés
- * Plusieurs cas de traumatismes
- * Beaucoup d'handicapés physiques et mentaux
- * Beaucoup de filles & femmes victimes de viols
- * La pauvreté généralisée.

Ainsi donc, c'est à partir de ce constat que les ministères à vocation sociale ont chargé le MINITRASO de réaliser une enquête Nationale sur les groupes vulnérables dont la classification est reprise ci-après :

1. Les veuves et les veufs
2. Les enfants non accompagnés
3. Les enfants de la rue
4. Les enfants soldats démobilisés
5. Les enfants et les femmes enceintes, ou allaitantes en prison

6. Les personnes handicapées
7. Les personnes âgées esseulées
8. Les filles et les femmes victimes du viol
9. Les familles démunies
10. Les autres rescapés.

II. OBJECTIFS DE L'ENQUETE

L'enquête nationale sur les groupes vulnérables aura pour objectifs :

1. Identification des groupes vulnérables en localisant géographiquement leurs composantes, en les classifiant par groupe d'âge et leur niveau d'instruction et en recueillant les données décrivant leur situation socio-économique.
2. L'identification quantitative et qualitative des besoins à satisfaire pour ces différents groupes.
3. Elaborer une politique sociale et arrêter des stratégies adéquates pour réaliser différentes actions d'assistance, de promotion et de développement en faveur des groupes vulnérables à partir des résultats fournis par l'enquête.
4. Disponibiliser des données statistiques à mettre à la disposition du Gouvernement et des différents intervenants pour orienter leurs interventions dans ce domaine.

III. METHODOLOGIE ET MODALITES DE REALISATION

Cette enquête couvrira tout le pays et sera exécutée en cinq phases distinctes décrites ci-après :

1. Préparation

Elle consistera en la mise en place des structures organisationnelles et l'élaboration des documents.

2. Sensibilisation et formation

- Elle consiste à soumettre les documents aux autres Ministères à vocation Sociale pour discussion et adoption du document définitif.
- Organiser des réunions de sensibilisation des responsables préfectoraux et communaux ainsi que les travailleurs sociaux sur l'importance de l'identification des groupes vulnérables et par la même occasion requérir leur collaboration qui est absolument indispensable.
- Lancer une campagne de sensibilisation par voie des média
- Recruter et former les enquêteurs et les superviseurs
- Recruter un consultant international spécialiste en matière de recensement des populations et ayant une grande expérience dans les enquêtes sociales. Ce consultant sera assisté par deux experts nationaux.

3. Collecte des données sur terrain

* La première phase consistera en une enquête pilote (pré-enquête) afin d'évaluer approximativement le nombre de sujets à recenser et de tester la fiabilité du questionnaire. Les résultats de cette pré-enquête permettront de :

- Réajuster le questionnaire

- Etablir le budget après évaluation du nombre de fiches, questionnaires à imprimer, le nombre d'enquêteurs nécessaires, la durée de l'enquête et les moyens logistiques à disponibiliser.

* La deuxième phase consistera en la réalisation de l'enquête proprement dite.

4. Exploitation et analyse des données

5. Publication des résultats

IV. ATTRIBUTIONS DU CONSULTANT

Le consultant, en tenant compte des objectifs de l'enquête tels que décrits au IIème point de ce document devra notamment faire ce qui suit :

- Participer à la finalisation du document de l'enquête en ce qui concerne les objectifs, les données à recueillir et la méthodologie ainsi que la structure organisationnelle du projet.
- Participer à l'élaboration du questionnaire d'enquête et les instructions y relatives.
- Rédiger le syllabus de formation des enquêteurs
- Participer à la formation des enquêteurs
- Veiller au bon déroulement de la pré-enquête et de son exploitation
- Réajustement du questionnaire en fonction des résultats de la pré-enquête.
- Collaborer à la finalisation de l'élaboration du budget de l'enquête
- Veiller au bon déroulement de l'enquête et de la collecte des données en collaboration avec l'autorité centrale et locale

- Coordonner les activités de dépouillement, de traitement, d'analyse et d'interprétation des données
- Rédiger le document final relatif aux résultats de l'enquête

V. QUALIFICATIONS REQUISES

- Avoir un diplôme universitaire de niveau maîtrise ou licence au minimum dans le domaine des statistiques
- Avoir une maîtrise des logiciels informatiques nécessaires pour le traitement des données; à savoir : DBASE, IMPS, ACCESS, LOTUS; EXCEL. SPSS
- Avoir de bonnes connaissances en sociologie ou en démographie
- Justifier d'une expérience dans l'exécution des enquêtes sociales
- Etre apte à parler et à écrire couramment l'anglais ou le français; la connaissance des deux langues étant un atout.
- Avoir la facilité de communication et avoir la facilité de travailler en groupe.
- Etre disponible pour commencer le travail immédiatement dès que la candidature serait retenue.

LIBELLE IBIKENEME	COUT UNITAIRE IKIGUZI CYA KIMWE	QUANTITE UMUBARE	DUREE IGIHE	TOTAL IGITERANYO US-\$	TOTAL IGITERANYO FRW
<u>1. PERSONNEL</u> <u>ABAKOZI</u>					
<u>1.1 ORGANISATION</u>					
1. Coordonateur	500 \$/mois	1	3 mois	1.500	450.000
2. Directeur technique	300 \$/mois	1	3 mois	900	270.000
3. Assistant Administratif	300 \$/mois	1	3 mois	900	270.000
4. Consultant	7.500 \$/mois	1	2 mois	15.000	4.500.000
5. Secrétaire	200 \$/mois	1	3 mois	600	180.000
6. Chauffeur	120 \$/mois	1	3 mois	360	108.000
<u>1.2 COLLECTE DES DONNEES</u>					
1. Superviseurs nationaux	33.3 \$/jour	5	10 jours	1.667	500.000
2. Superviseurs préfectoraux	17 \$/jour	66	10 jours	11.220	3.300.000
3. Superviseurs communaux	8 \$/jour	725	10 jours	58.000	17.400.000
4. Recenseurs de secteur	6 \$/jour	3224	10 jours	193.440	58.032.000
5. Chauffeur	8 \$/jour	16	10 jours	1.280	384.000
<u>1.3 EXPLOITATION</u>					
1. Agents de saisie	45FRW/Questionnaire	400.000	-	60.000	18.000.000
2. Informaticien	30\$/jour	1	30 jours	900	270.000
3. Traducteur	Forfait 1.000 \$	1	-	1.000	300.000
4. Vérification et encodage	15FRW/Questionnaire	400.000	-	20.000	6.000.000

<u>2. FORMATION ET INFORMATION</u>							
2.1 Interview et spot/radio		Forfait 300 \$	-	-		300	90.000
2.2 Formation							
-Honoraires formateurs nationaux		Forfait 10.000 F/j	5	3		500	150.000
-Perdiem des superviseurs		5\$ / jour	66	3		990	297.000
-Logement des superviseurs		5\$ / jour	66	3		990	297.000
-Location salle		20\$ / jour	1	3		60	18.000
-Repas		8 \$ / jour	66	3		1.584	475.200
-Frais de voyage		Forfait 2.000	66	-		440	132.000
-Honoraires formateurs préfectoraux		15 \$/jour	66	2 (x5)		9.900	2.970.000
-Perdiem superviseurs communaux et enquêteurs		1.000 F/jour	3.949	2		26.327	7.898.000
-Chauffeurs (supervision de la formation du niveau national)		8 \$ / jour	5	10		400	120.000
-Chauffeurs niveau préfectoral		8 \$ / jour	33	10		2.640	792.000
-Frais de mission des superviseurs de la formation		10.000 F/ jour	5	10		1.667	500.000
-Papier		3.000 F/ paquet	50 paquet.	-		500	150.000
-Bloc note petit format		600 F/ unité	4.015	-		8.030	2.409.000
-Bics		1.800 F/ paquet de 50	80 paquet.	-		480	144.000

3. MATERIEL ET FOURNITURE						
-Véhicules	Seront					
-Moto	disponibilisés par					
-Carburant	différents services					
-Entretien	publics d'après les					
-Ordinateurs et accessoires	promesses faites au					
(Logiciels + consommables)	courant de					
-Photocopieuses	différentes					
-Calculatrices de poche	réunions					
-Fiches questionnaires	70F/ questionnaire	400.000		93.334	28.000.000	
-Impression et publication	-	-		1.500	450.000	
-Logiciel d'exploitation	-	-				
SPSS						
-Sacoques (à remettre après usage)	15 \$ la pièce	1.612		24.180	7.254.000	
-Agraffes	1\$ /paquet	50		50	15.000	
-Disquettes	25 \$/paquet	30		750	225.000	
-Cartouches imprimantes	40 \$	20		800	240.000	
-Colle UHU	24 \$	40		960	288.000	
-Feutre	2 \$	10		20	6.000	
-Blanco	2 \$	66		132	39.600	
-Papier duplicateur A4	3.000 F/p.	50		500	150.000	
-Papier duplicateur Folio	3.000 F/p.	50		500	150.000	
-Papier photocopie A4	4.000 F/p.	50		667	200.000	
-Papier photocopie A3	4.000 F/p.	50		667	200.000	
-Toner photocopie	28.500 F	10		950	285.000	
-Developpeur photocopie	36.000 F	10		1.200	360.000	
-Fardes-chemises	150 F	250		125	37.500	
-Fardes suspendues	300 F	50		50	15.000	
-Classeurs	3000	15		150	45.000	
TOTAL				548.110	164.433.000	

Imprevus 10 & total					54.811	16.443.300
TOTAL GENERAL					602.921	180.876.300

RAPPORT DE MISSION A L'ATTENTION DU MINISTRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES

I. INTRODUCTION

Dans le cadre de la préparation de l'Enquête Nationale sur les Groupes Vulnérables au Rwanda, la Cellule d'Etudes et de Planification a organisé une tournée à travers le pays pour collecter les données de base et mener une campagne d'explication et de sensibilisation auprès des autorités préfectorales et des fonctionnaires chargés des Affaires Sociales au niveau préfectoral.

II. DUREE DE LA MISSION

La mission était programmée du 12 au 19 Février 1996.

III. MEMBRES DE LA DELEGATION

La délégation était composée par deux équipes de deux personnes chacune.

EQUIPE A : Théodore SIMBURUDALI: Directeur de Cabinet au MINITRASO
Gerard MUGWIZA: Cellule études et planification

Cette équipe a visité les préfectures de CYANGUGU, GIKONGORO, BUTARE, GITARAMA, KIBUNGO et P.V.K.

EQUIPE B : Bernard RUTAYISIRE: Cellule Etudes et Planification
Gaspard MUYANGO: Division Groupes vulnérable

Cette équipe a visité les préfectures de GISENYI, KIBUYE, RUHENGARI, BYUMBA, et KIGALI RURAL.

IV. OBJET DE LA MISSION

La mission avait pour objet la collecte des données de base disponibles sur les groupes vulnérables, en vue de la préparation d'une enquête nationale qui sera réalisée au courant du premier semestre de l'année en cours.

Les deux équipes ont également profité de l'occasion pour expliquer et sensibiliser les autorités préfectorales sur les objectifs et la méthodologie de l'enquête. Ces mêmes autorités informeront à leur tour les bourgmestres et les conseillers de secteurs.

Le fonctionnement et les problèmes rencontrés par le personnel des services décentralisés du Ministère faisait également partie des objectifs de la mission (le rapport y relatif sera établi séparément du présent rapport).

V. RESULTATS COLLECTES

Les données à collecter étaient relatives aux catégories des groupes vulnérables classifiés comme suit :

1. Les enfants non accompagnés dans les familles d'accueil
2. Les enfants non accompagnés dans les centres
3. Les enfants non accompagnés vivant en groupe sous la responsabilité d'un mineur.

4. Les enfants soldats démobilisés ou à démobiliser
5. Les enfants de la rue
6. Les enfants en prison
7. Les femmes enceintes en prison
8. Les veufs
10. Les veuves
11. Les vieillards esseulés
12. Les personnes handicapées
13. Les personnes traumatisées
14. Les femmes et filles violées
15. Les rescapés du génocide et des massacres
16. Les malades, du SIDA
17. Les indigents
18. Les victimes des calamités naturelles.

Malheureusement, comme vous le constaterez dans les tableaux en annexe du présent rapport, les données collectées sont incomplètes, raison pour laquelle il s'avère urgent de réaliser une enquête exhaustive au niveau national afin d'identifier les composantes et les besoins des groupes vulnérables.

VI. CONCLUSIONS

Si l'on analyse les chiffres collectés on constate que le grand nombre des groupes vulnérables est composé par les enfants non accompagnés (208 720) les veuves et les veufs (182 224) sans données concernant GIKONGORO et KIBUYE et les familles démunies composées par 40 414 individus (sans données concernant P.V.K., Kigali rural, Butare, GIKONGORO, KIBUYE, GISENYI, KIBUNGO) qui font partie évidemment des deux groupes précédents.

Autre constatation; d'après les discussions qu'on a eu avec les autorités préfectorales, il n'est pas facile d'identifier les rescapés et les personnes traumatisées étant donné que les critères de définition de ces groupes restent encore mal définis. En plus, pour ce qui concerne le recensement des rescapés, il serait plus judicieux de recenser également les biens des génocidaires, lesquels biens serviraient à l'indemnisation des survivants

Quant aux autres groupes ils sont composés par un nombre réduit de personnes et leur identification est plus facile avec le concours des ministères techniques concernés. Ainsi donc, en ce qui concerne les enfants soldats, les enfants en prison, les femmes enceintes ou allaitantes en prison l'on se contentera des informations contenues dans les rapports fournis par les administrations respectives concernées.

Il ne serait pas également superflu de signaler que l'identification du groupe des malades du SIDA et des femmes et filles violées revêt un caractère particulier et tous nos interlocuteurs nous ont conseillé d'en faire un recensement à part avec une méthodologie adaptée.

En conclusion, nous pensons que dans l'immédiat l'on pourrait réaliser dans une première phase avant la fin du premier semestre 96, une enquête nationale sur les enfants non accompagnés, dont les enfants de la rue et sur les veuves et les veufs ainsi que les personnes âgées esseulées. Quant à l'identification des familles démunies, on attendra les résultats de l'enquête y relative qui est en cours d'étude par le MINAGRI en collaboration avec la FAO et le PAM.

CLASSIFICATION DES GROUPES VULNERABLES-DOMES PROVISOIRES

Groupes vulnérables/préfecture	A0	A1	B0	C0	D0	E0	F0	G0	H0	I0	J0	TOTAL
1. Enfant orphelins dans les familles d'accueil	9 892	22 563	46 777	18 416	ND	16 000	ND	4 711	23 800	48 315	28 672	200 730
2. Enfant vivant dans les centres	2 000	1 136	681	1 046	ND	770	ND	658	759	440	500	7 990
3. Enfants en groupe sous la responsabilité d'un mineur	* ND (1)	ND	ND	760	ND	ND	ND	ND	2 031	ND	154	2 945
4. Enfants soldats démobiliés/ à démobiliserà	ND	ND	ND	ND	ND	- ND	ND	ND	ND	ND	ND	5 000
5. Enfants de la rue	1 356	80	312	ND	47	117	ND	340	388	ND	50	2 670
6. Enfants en prison	375	ND	62	53	19	40	54	57	47	1	44	752
7. femmes enceintes en prison	8	ND	ND	3	ND	ND	ND	ND	ND	ND	4	15
8. Femmes allaitantes en prison	95	ND	31	51	8	5	72	39	32	ND	12	345
9. Veufs	1 926	7 505	ND	ND	ND	ND	ND	ND	4 465	ND	3 089	16 985
10. Veuves	5 689	22 344	33 633	17 574	ND	9 659	ND	ND	18 533	39 865	18 522	165 839
11. Vieillards esseulés	ND	ND	ND	ND	ND	1 459	ND	ND	1 027	ND	ND	2 486
12. Personnes handicapées	1 543	625	ND	770	ND	2 048	ND	ND	7 812	5 724	4 104	22 626
13. Personnes traumatisées	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	195	ND	ND	ND	195
14. Femmes et filles violées	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	4	ND2	ND	ND	4
15. Rescapés du génocide .(2)	ND	ND	3 669	ND	ND	5 556	ND	ND	508	ND	ND	9 7333
16. Malades du SIDA	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	64	ND	ND	ND	200 000
17. Les indigents	ND	ND	29/29	ND	ND	1 847	ND	ND	8 777	661	ND	40 414
18. Victimes des calamités naturelles	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	6 253	ND	ND	6 253

N.B. A0 = Kigali ville
 A1 = Kigali rural
 B0 = Gitarama
 C0 = Butare
 D0 = Gikongoro
 E0 = Cyangugu
 F0 = Kibuye
 G0 = Gisenyu
 H0 = Rubengera
 I0 = Byumba
 J0 = Kibungo

RECENSEMENT NATIONAL DES GROUPES VULNERABLES
IBARURA RY'ABATISHOBYE MU GIHUGU.

QUESTIONNAIRE DESTINE AUX VEUVES ET AUX VEUFS
AUX CHEFS DE FAMILLES D'ACCUEIL ET AUX MINEURS CHEFS DE MENAGE
IMIRYANGO YAKIRIYE ABANA, ABANA BATO BARERA ABANDI BANA

Questionnaire N° Nom de l'enquêteur:.....
Ifishi y'ibarura N° Izinga ry'ubarura
Date:.....
Itariki
Nom du contrôleur:.....
Izinga ry'umugenzuzi
Date:.....
Itariki

1. Nom de la personne recensée:..... 2. Lieu et date de naissance.....
Izinga ry'ubarurwa Aho yawukiyeye n'itariki
3. Sexe: M F 4. Adresse: Préfecture:..... Commune:.....
Iginga gabo gore Perefegitura Komini
Secteur:..... Cellule:.....
Segiteri Selire
5. Etat civil: Marié(e) divorcé(e) veuf (ve) Séparé(e) Célibataire
afite yatanze n'uko yarapfakaye ntabana Ingaragu
umufasha bashakanye n'uko bashakanye
- 5.1. Si veuf ou veuve :
niba yarapfakaye :
Cause de veuvage : Génocide ou massacre Guerre Maladie Autres
Icyatumye Itsembabwoko cyangwa Intambara indwara Ibindi
apfakara itsembatsemba

6. Emploi occupé:..... 7. Salaire:..... 8. Niveau d'instruction:.....
 Umurimo Umushahara Amashuri yize cy yigamo
9. Etat de santé : N: Normal M: Maladif ararwaragulika H.P: Handicapé physique HM.Handicapé mental
 Ubuzima muzima Yaramugaye ku mubili Yaramugaye mu mutwe
10. Propriétés et autres sources de revenus:
 Ibyo atunze n'ibindi bimuzanira amafaranga
- 10.A. Pension de sécurité sociale
 Pansiyu y'ubwiteganyirize
- 10.B. Compte en banque
 Amafaranga muri banki
- 10.C. Fond de commerce ou action en société
 Ubucuruzi cyangwa sosiyete
- 10.D. Propriété foncière Elevage
 Isambu Ubworozi
- 10.E. Immeuble cadastral
 Inzu ili muri cadastral
- 10.F. Néant
 Ntabwo
- 10.G. Non déterminé
 Ntibizwi
11. Nombre de personnes à charge:.....
 Umubare w'abo atunze
- . Enfants .. . Personnes âgées Handicapés
 Abana Abasaza Abamugaye

11.1. Liste des enfants à charge du ménage
Abana bali mu rugo

N°	Nom et Prénom Amazina	Age Imyaka	Sexe Igitsina	Commune Komini (1)	Secteur Segiteri (2)	Lien de parenté Icyo bapfana (3)	Niveau d'instruction Amashuri yize (4)	Opti on Isha mi	En cas de non scolarisation Cause Niba atalize atalize atalige Impamvu (5)	Biens laissés par les parents ou source de revenu Umutungo ababyeyi basize (6)	Cause de séparation Icyamutandukanyije n'ababyeyi (7)	Etat de santé Uduzima (7)

Note explicative
ibisobanuro

(1) Commune d'origine :
Komini akomokamo

(2) Secteur d'origine :
Segiteri akomokamo

(3) Lien de parenté :
Icyo bapfana

Son enfant : SE
Umwana we

Membre de famille: MF
Mwene wabo

Pas de liens : PL
Ntacyo bapfana

(4) Niveau d'instruction : P: Primaire S: Secondaire U: Université
Amashuli yize cg yigamo Abanza Ayisumbuye Kaminuza

N.B Ajouter après chaque lettre le chiffre correspondant à l'année d'études.
Buli nyuguti ikulikirwa n'umubare uhwanye n'umwaka yigamo cg yizemo.

(5) Cause de non Scolarisation: Handicap physique ou mental : HP OU HM Manque de moyens : MM
Impamvu yatumye atiga Ubumuga bw'umubili cg bwo mu mutwe Ubukene
Echec Scolaire: ES Désintéressement: DE Autres: AU
Gutsindwa Kutabishaka Izindi

(6) A. Pension de sécurité sociale
Amafaranga y'ubwiteganyirize

B. Compte en banque
Amafaranga abikiywe mu banki

C. Propriété foncière ou bétail
Isambu cyangwa amatungo

D. Fond de commerce ou action en société
Amafaranga y'ubucuruzi cyangwa imigabane muri sosiyete

E. Immeuble cadastral F. Néant G. Non déterminé
Inzu yo muri "Cadastré" Ntabyo Ntibizwi

(7) 1. Génocide ou massacre
Itsembabwoko cyangwa itsembatsamba

2. Guerres
Intambara

3. Réfugié ou déplacé
Ubuhanzi

4. Parents indigents
Ababyeyi ni abakene nyakujiya

5. Mort naturelle
urupfu rusanzwe

(8) Etat de santé : Normal : N Maladif : M Handicapé physique : HP Handicapé mental : HM
Ubuzima muzima ararwaragullika yaramugaye ku mubili Yaramugaye mu mutwe

11.2. Si le Chef de ménage est un mineur :

Niba uhagarariye urugo ari umwana Non sinon motif :

- Est-il scolarisé ? Oya Impamvu :

Ariga Yego Oya

- Source d'assistance :

- Aho bakura ikibatunga :

12. Le responsable est-il en mesure de répondre aux besoins du ménage? Umukuru w'umuryango ashobora gutunga abo babana?

- Nutrition (Nombre de repas/jour): 1 2 3

Ibibwira : barya inshuro zingane ku munsi.

- Soins de santé Oui Non

Kubavuza Yego Oya

- Scolarité Oui Non

Kuliha amashuri Yego Oya

- Habillage Oui Non

Kubambika Yego Oya

13. Logement du ménage: Propriétaire Etat du logement: Bon état

Icumbi Nyiraryo Uko icumbi limeze Rimeze neza

Logement prêté Moyen

Yaratiywe Rimeze neza biringaniye

Logement loué Mauvais

Arakodeshwa Rimeze nabi

Logement squatté

Yarabohojwe

14. Propriété exploitée par le ménage: Propriétaire Propriété prêtée Propriété squattée

Isambu umuryango ufitse Nyirayo Yaratiywe Yarabohojwe

RECENSEMENT NATIONALE DES GROUPES VULNERABLES
IBARURA RYABATISHOBYE MU GIHUGU

AVANT-PROJET DE QUESTIONNAIRE.

QUESTIONNAIRE DESTINE AUX CENA
IFISHI YUZUZWA N'IKIGO

Questionnaire n°.....
Ifishi y'ibarura n°.....

Nom de l'enquêteur
Izina ry'ubarura

Date
Itariki

Nom et fonction de la personne interviewée:.....
Izina n'umurimo w'ubazwa:

Nom du contrôleur:
Izina ry'umugenzuzi:

Date:.....
Italiki:

-
1. Nom du CENA:.....
Izina ry'ikigo
Commune:.....
Komini
B.P. Tél.
Secteur:.....
Segiteri
Cellule:.....
Selire
2. Adresse: Préfecture:.....
aho killi Prefegitura
 3. Propriétaire ou organisme responsable:.....
Nyiracyo cyangwa umuryango ugishinzwe
 4. Source des fonds:.....
Aho umutungo uturuka

5. Budget annuel:.....
Amafaranga akoreshwa ku mwaka

6. Capacité d'accueil:.....
Umubare w'abana ikigo gishobora kwakira

7. Liste des enfants accueillis par le centre.
Amazina y'abana bali mu kigo

N°	Nom et Prénom Amazina	Age Imyaka	Sexe Igitsina	Commune (1) Komini	Secteur (2) Segiteri	Niveau d'instruction (3) Umwaka yigamo	Opti on Ishami	En Cas de non Scolarisation Cause Nibabatalizecg atiga Impamvu (4)	Biens laissés par les parents ou sources de revenu Ibyasizwe n'ababyeyi (5)	cause de séparation Impamvu zamutanije na ababyeyi (6)	Etat de santé Ubuzima (7)

Note explicative
Ibisobanuro

(1) Commune d'origine :
Komini akomokamo

(2) Secteur d'origine:
Segiteri akomokamo

(3) Niveau d'instruction : P: Primaire S: Secondaire U: Université
Amashuri yize cy yigamo Abanza Ayisumbuye Kaminuza

N.B Ajouter après chaque lettre le chiffre correspondant à l'année d'études.
Buli nyuguti ikulikirwa n'umubare uhwanye n'umwaka yigamo cy yizemo.

(4) Cause de non Scolarisation: Handicap physique ou mental : HP OU HM Manque de moyens : MM
Impamvu yatumye atiga Ubumuga bw'umubili cy bwo mu mutwe Ubukene

Echec Scolaire:ES Désintéressement: DE Autres: AU
Gutsindwa Kutabishaka Izindi

(5)A. Pension de sécurité sociale
Amafaranga y'ubwiteganyirize

B. Compte en banque
Amafaranga abikiye mu banki

C. Propriété foncière ou bétail
Isambu cyangwa amatungo

D. Fond de commerce ou action en société
Amafaranga y'ubucuruzi cyangwa imigabane muri sosiyete

E. Immeuble cadastral F. Néant
Inzu yo muri "Cadastre" Ntabyo

G. Non déterminé
Ntibizwi

(6)1. Génocide ou massacres
Itsembabwoko cyangwa itsembatsemba

2. Guerre
Intambara

3. Réfugié ou déplacé
Ubuhunzi

4. Parents indigents
Ababyeyi ni abakene nyakujya

5. Autres
Ibindi

(7) Etat de santé : Normal: N
Ubuzima bwiza

Maladi: M
ararwaragullika

Handicapé physique: HP
Yaramugaye ku mubili

Handicapé mental : HM
Yaramugaye mu mutwe

8. Nombre d'enfants réunifiés pendant les 12 derniers mois:.....

Abana bahuje n'imiryango mumezi cumi n'abiri ashize

Nombre d'enfants dont les dossiers de réunification sont en cours d'instruction:.....

Umubare w'abana ubu bashakishirizwa imiryango yo kubakira

9. Les bâtiments occupés par le CENA: - Lui appartenent-ils? Ni ayacyo?

Oui Non
Yego Oya

- Sont-ils loués? Arakodeshwa? Oui Non
Yego Oya

- Sont-ils prêtés? Ni ayo batijwe? Oui Non
Yego Oya

10. Etat des bâtiments: bon Moyen mauvais Y'a-t-il de l'eau? Oui non
Uko amazu ameze: neza biraciliritse Ameze nabi Ikigo gifite amazi yego oya

De l'électricité? amashanyarazi? Oui non
yego oya

Installation sanitaire: bon Moyen médiocre
Aho gukarabira: neza Haraciriritse Hameze nabi

11. Nombre des locaux: suffisant insuffisant
Umubare w'amazu: arahagiye Ntahagiye

12. Besoins en assistance du CENA
Ibyo ikiye gikeneye gufashwa

NATURE	OUI BIRAKENEME	NON NTIBIKENEME	COUT AMAFARANGA BYATWARA
1. Acquisition de terrain kubona isambu cyangwa ikibanz			
2. Construction kubaka			
3. Salaires guhamba abakozi			
4. Complément nutritionnel Inyongera ku bilibwa			
5. Moyen de transport imodoka			
6. Vêtements Imyambaro			
7. Equipement Ibikoresho			
8. Médicaments Imiti			
9. Frais de scolarité amafaranga y'ishuri			

13. Observation en cas de besoin
Ikindi wakwongeraho biramutse ari ngombwa
.....
.....
.....
.....
.....

REPUBLIQUE RWANDAISE
MINISTRASO
TEL. 85408
B.P. 1413 KIGALI.

03

RECENSEMENT NATIONAL DES GROUPES VULNERABLES
IBARURA RYABATISHOBYE MU GIHUGU
AVANT-PROJET DE QUESTIONNAIRE.

QUESTIONNAIRE RELATIF A LA SITUATION DES ENFANTS DE LA RUE
IFISHI IGENEWE ABANA B'INZEREREZI (MAYIBOBO)

Questionnaire n°:..... Nom de l'enquêteur:.....
Ifishi y'ibarura n°:..... Izina ry'ubarura
Date:.....
Itariki
Nom du contrôleur:.....
Izina ry'ugenzura
Date:.....
Itariki:

-
1. Nom:..... Prénom:..... 2. Date de naissance :.....
Izina Iry'idini Igihe yavukiye
 3. Lieu de naissance: Préfecture :..... Commune :..... Secteur:.....
Aho yavukiye Perefegitura Komini Segiteri
 4. Sexe:.....
Igitsina
 5. Lieu de résidence: Préfecture :..... Commune:..... Secteur:..... Cellule:.....
Aho atuye Perefegitura Komini Segiteri Selire
 6. Orphelin: de père: de mère: occupation des parents quand père :.....
yapfushije : Se Nyina ils étaient vivants: Se :.....
Icyo ababyeyi bakoraga bakiriho: Mère:.....
Nyina:.....

7. Non orphelin mais séparé des parents Occupation des parents: Père:.....
Si imfubyi aliko yatanye na babyeyi Icyo ababyeyi bakora: Se:.....
Mère:.....
Nyina:.....

8. Etiez-vous inscrit dans une école : Oui Non
hari ishuli wigagamo? Yego Oya

8.1 ou dans un centre de formation professionnelle :oui non
cyangwa ikigo kigisha imyuga yego oya

8.2 ou dans un système d'éducation non formelle : Oui non
cyangwa ahandi bihugurira yego oya

8.3 Si oui, indiquez le nom de l'établissement fréquenté et la section ainsi que le niveau:
niba waligaga vuga aho wigaga n'icyo wigaga n'umwaka wali ugezemo.
.....

8.4 Si non précisez pourquoi: manque de frais scolaires
Niba ali ntaho vuga kubura amafaranga y'ishuli
impamvu Handicapé physique ou mental
mu mutwe Ubumuga bw'umubiri cy bwo

- Echec scolaire
- gutsindwa
- Refus du tuteur ou
- des parents
- (umurezi cyangwa umubyeyi yarabyanze
- Désintéressement
- Kutabishaka

9. Inventaire des biens ou autres sources de revenu laissés ou possédé par les parents
-Umutungo w'ababyeyi

Pension de Sécurité Sociale : pansiyoy'Ubwiteganyirize amatungo

Fond de commerce ou actions en société : Ubucuruzi cyangwa Société

propriété foncière ou détail : Isambu cyangwa amatungo

Immeuble cadastral : Inzu muli cadastre

Compte en banque : Amafaranga muli banki

Néant : Ntabyo.

Non déterminé : Ntibizwi

10. Cause de décès de l'un des : Génocide ou massacre..... guerre..... maladie.....Autres...
parents ou des deux : Itsembabwoko cyangwa Intambara Indwara Ibindi
Impamvu y'urupfu rw'ababyeyi itsembatsemba

11. En cas de séparation de l'enfant de ses parents encore en vie préciser la cause
Niba umwana yaratanye n'ababyeyi aiko bakiliho, vuga impamvu yabiteye

12. L'enfant est-il disposé à la réinsertion dans la vie normale : Oui Non
Yege Oya

Si non pourquoi:.....
umwana alifuza gusubira mu buzima busanzwe? Niba atabishaka, ni impamvu yihe ibitera?

13. Etat de santé de l'enfant: Normal Maladif : Handicapé physique
U buzima bw'umwana bwiza ararwaraguliika Yaramugaye ku mubili
Handicapé mental ...
Yaramugaye mu mutwe

14. Observation en cas de besoin
Ikindi cyakongerwaho niba ari ngombwa
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....